

Jean-Michel Rey, *Le temps du crédit*, Desclée de Brouwer, 2002, 364 p., 22,5 €

Yann Galenna

DANS **REVUE PROJET** 2002/3 n° 271 , PAGES 124M À 129M
ÉDITIONS **C.E.R.A.S**

ISSN 0033-0884

DOI 10.3917/pro.271.0124m

Date de mise en ligne : 01/03/2010

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-projet-2002-3-page-124m?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour C.E.R.A.S.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [Cairn.info/copyright](http:// Cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Revue des livres

Ethique

Paul VALADIER

Morale en désordre

Seuil, 2002, 214 p., 18 €.

Avec ce livre, Paul Valadier poursuit, avec l'acuité qu'on lui connaît, l'analyse critique des évolutions morales de la société contemporaine. Montrant les enjeux des débats actuels, notamment sur l'euthanasie, le clonage ou l'arrêt Perruche, il dénonce les conformismes ambiants et les facilités de la pensée. Face à une situation qualifiée de moralement confuse, tant en ce qui concerne l'opinion publique que les penseurs ou les institutions régulatrices de la société, l'auteur, qui contribue souvent à la réflexion de *Projet*, nous offre un bel exemple de discernement intellectuel. L'enjeu n'est rien de moins que de défendre une conception humaniste de la personne humaine, car pour l'auteur cette référence de la dignité de la personne humaine, centrale pour la démocratie, est aujourd'hui menacée. Dans un premier temps, P. Valadier décrit le désordre des pratiques et des pensées. Face à la mondialisation et à la complexification des interactions humaines, les politiques s'avèrent souvent incapables de décider de manière ferme et adoptent des positions pragmatiques au fil d'une opinion changeante ou selon une évolution sociale des mœurs considérée comme inéluctable. En fait, sous cet empirisme, un nouvel ordre moral de type libertaire s'est installé, qui impose sa loi sous l'apparence de progressisme : individualisme exacerbé, émancipation des structures « oppressives » traditionnelles de la société, libération de la sexualité, satisfaction des désirs... Par ailleurs, l'analyse de la pensée de quelques auteurs (Sloterdijk, Singer, Rorty) montre le risque de définir un « humainement correct » qui

a pour effet d'exclure une partie non négligeable de l'humanité de la définition de « personne humaine », en justifiant des pratiques de sélection génétique, d'euthanasie, d'infanticide, voire de mise en doute de la priorité de l'humain vis-à-vis des espèces animales. Dans une deuxième partie, l'auteur s'aventure alors courageusement sur le terrain aujourd'hui essentiel, mais ô combien difficile, des relations entre droit et morale. La distinction entre moral et légal demeure centrale : une loi doit pouvoir être respectée, et sera parfois amenée, par souci du bien public et pour éviter un mal plus grand, à rendre licite ce que la morale réprouve. Il reste que le droit s'inspire d'une vision de l'homme et doit pouvoir faire appel à une instance extérieure au droit positif pour juger des évolutions possibles. Un tel recours à l'instance critique de la morale, pourrait aujourd'hui se rapprocher des droits de l'homme, « le droit qu'a chacun d'une égale considération par tout autre dans sa dignité d'homme » (p. 132). Or c'est précisément cette référence centrale qui est menacée par l'indétermination qui pèse sur ce qui mérite d'être respecté et sur le support de la dignité elle-même. L'auteur propose ainsi quelques références pour ancrer de manière plus solide la critique des mœurs dans une anthropologie relationnelle qui suppose la réciprocité des libertés, et dans une morale de la solidarité avec toute personne appartenant à l'espèce humaine. Dans sa troisième partie, en forme de conclusion, il revient sur le procès adressé à l'humanisme et propose une juste manière de le considérer, inspirée aussi du christianisme, en évitant les écueils qui l'ont rendu soupçonnable aux yeux de nos contemporains. Ouvrage de vigilance intellectuelle, ce beau livre offre bien des clefs pour ouvrir les débats actuels.

Alain Thomasset

COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN

Croyances religieuses, morales et éthiques dans le processus de construction européenne

La Documentation française, 2002, 168 p., 9 €.

Cet ouvrage rassemble les travaux de l'un des six séminaires de réflexion mené par le Commissariat général du Plan, avec l'institut universitaire de Florence et la Chaire Jean Monnet d'études européennes sur l'émergence d'une « société européenne ». Dans le cadre de la construction européenne, quelles contributions les croyances religieuses, morales et éthiques peuvent-elles apporter à la constitution d'une telle « société » ? Assiste-t-on à l'émergence de communautés de croyances transfrontalières, capables de dynamiser l'intégration européenne ? La réunion, inévitablement disparate, des contributions de l'ouvrage ne prétend pas dessiner une réponse claire mais elle offre à la fois une synthèse utile de données déjà bien reçues de la sociologie religieuse actuelle et une ouverture sur quelques points plus originaux. Si la dérégulation institutionnelle du religieux en Europe ne signifie pas, loin s'en faut, la fin des croyances, il faut aussi souligner l'imprégnation culturelle persistante par les religions des institutions et des mentalités européennes dans leur diversité. Cependant, d'après Danièle Hervieu-Léger, nous assistons à un véritable renouvellement des structures du symbolique qui marquerait une mutation du socle culturel d'une ampleur analogue à celle du XVIII^e siècle : avènement d'une société rassasiée, extension d'une culture démocratique hors du politique, révolution du rapport à la nature. Ce risque d'évidement religieux de la culture doit cependant être nuancé par l'émergence de nouvelles formes de mobilisation religieuse. Plusieurs contributions (RéGINE Azria, Chantal Saint-Blancat) analysent ainsi le phénomène diasporique qui par son mode de construction identitaire composite pourrait se révéler prometteur pour la construction européenne. Dans le même sens, plusieurs contributions soulignent le renouvellement des expressions du croire dans une religiosité pèlerine en affinité avec l'expérience européenne (Fabien Gaulué sur Taizé), dans le regain du tissu paroissial catholique (Olivier Bobineau),

ou dans les tentatives de construction d'un islam européen (Moussa Khedimellah et Nicola Tietze). Enfin, sous divers angles, plusieurs chapitres indiquent les enjeux européens des relations entre les acteurs religieux et les instances politiques. Les relations Eglise/Etat diverses selon les nations (Bérangère Massignon), la constitution d'une mémoire religieuse plurielle (Wojtek Kalinowski), l'intégration de l'orthodoxie dans la culture européenne forment autant de défis qui peuvent aussi réveiller de vives tensions identitaires. Comme le rappelle Jean-Paul Willaime, « en participant à l'Europe en train de se faire, les acteurs religieux peuvent contribuer, tout en favorisant la nécessaire interconnaissance des hommes, à entretenir cette inépuisable tension entre le religieux et le politique qui est consubstantielle à la démocratie ».

Alain Thomasset

International

Frédéric RAMEL et David CUMIN

Philosophie**des relations internationales**

Presses de sciences po, 2002, 410 p., 18,00 €.

Comment pacifier les relations internationales ? Depuis l'époque médiévale, les philosophes se sont interrogés sur la meilleure manière d'y parvenir. Ils l'ont fait à partir des divers modèles que l'histoire plaçait devant leurs yeux : l'empire, l'équilibre entre Etats, la société internationale, le libéralisme... Est ici proposée une lecture sélective et pédagogique des principaux textes dans lesquels s'est exprimée, de siècle en siècle, une conception globale du monde international. Les premières productions émanent de doctrines impériaux ou pontificaux (Dante) et, à l'opposé, d'auteurs monarchiques (Bodin). Une autre approche résulte du développement de l'école de Salamanque (Vitoria, Suarez), relayée par Grotius, Pufendorf et Wolff. Une troisième approche prend racine dans une critique des

constructions juridiques élaborées par les juristes du droit des gens. Décritant les processus anthropologiques sous-jacents aux comportements des Etats, elle est illustrée notamment par Rousseau et surtout Kant. Sont également cités Spinoza, l'Abbé de Saint-Pierre, Montesquieu, Hegel. Apparaissent enfin les contemporains, E. Weil, J. Rawls, J. Habermas, M. Walzer... Trente-trois œuvres au total sont exposées. Cette introduction aux relations internationales vient à son heure, alors que de grands changements dans ce domaine mettent en question les repères théoriques classiques.

Michel Taillefer

Alain DIECKHOFF

La Nation dans tous ses Etats

Flammarion, coll. Champs, 2000, 356 p., 8 €.

A l'âge de la mondialisation, l'on assiste au réveil des courants régionalistes ou même « nationalitaires », que ce soit en Occident (Irlande, Belgique, Espagne, Québec), ou dans l'ex-Yougoslavie, ou dans l'ex-Union soviétique après la fin de la guerre froide, ou dans bien d'autres régions du monde (Proche-Orient, Afrique, Sri Lanka, Indonésie...). Faut-il y voir un retour du tribalisme ? Sans exclure les dangers de replis particularistes, A. Dieckhoff voit plutôt dans ce phénomène l'affirmation de différences sur fond de similitudes croissantes. Il y aurait moins là un reliquat du passé qu'une préfiguration de l'avenir. On y trouverait surtout la volonté de reconnaissance de cultures spécifiques différentes de la culture d'Etat. Comment gérer ce pluralisme que l'auteur n'hésite pas à nommer national ? La multinationalité est un défi pour l'Etat conçu comme Etat-Nation. Il se trouve attaqué à la fois par le haut, par le supra national, et par le bas, par les tendances régionalistes ou « nationalitaires ». Il n'est pas appelé à disparaître, mais à se réformer en profondeur. Ni le libéralisme, ni le jacobinisme, ni le multiculturalisme tous azimuts ne sont en mesure de relever le défi. L'Etat démocratique multinational, dont A. Dieckhoff nous invite à discerner les traits naissants, doit remplacer l'Etat-nation. Faute de quoi, le

risque est grand de voir la tentation sécessionniste se renforcer.

Jean Weydert

Philippe HERZOG

L'Europe après l'Europe.

Les voies d'une métamorphose

De Boeck Université, Bruxelles, 2002, 326 p., 24,95 €.

C'est une vision de l'Europe nourrie à la fois de son expérience politique et d'une réflexion philosophique que nous propose ici Philippe Herzog. Nous rappelant d'où vient l'Europe, il souligne d'abord la nouveauté qu'a représentée la création de la Communauté européenne. Mais l'œuvre est loin d'être achevée. Traversant une crise de civilisation, face à la formidable mutation qu'est la mondialisation, l'Europe manque de sens, de cohésion, de vitalité démocratique. L'Union doit opérer son élargissement. Tourné vers l'avenir, faisant appel aux ressources de la pensée fédéraliste, l'auteur dessine les éléments d'un projet de développement, d'une ambition de solidarité dans le monde plutôt que de puissance, d'une démocratie plurinationale. Ses repères philosophiques sont Hannah Arendt et Karl Jaspers, Karl Polanyi et Jürgen Habermas. Il nous invite à tracer les voies d'une nouvelle culture de l'action politique.

Jean Weydert

Denis LACORNE et Tony JUDT (dir.)

La politique de Babel. Du monolinguisme d'Etat au plurilinguisme des peuples

Ceri/Karthala, 2002, 348 p., 25 €.

Cet ouvrage est issu d'un colloque sur « la politique de la langue dans la construction des nations modernes » organisé conjointement par le Centre d'études et de recherches internationales (Ceri) de Paris et le Remarque Institute de New York. Il est peu d'Etats au monde où le problème de la langue ne se pose pas en termes politiques. En revanche, s'il est des pays où le monolinguisme s'impose et où il est considéré comme condition nécessaire de l'unité nationale, il en est d'autres où le plurilinguisme est reconnu et géré par l'Etat. A partir du cas français, de ceux de la

Californie avec la montée des hispanophones, du Canada, de la Belgique, de la Suisse, d'Israël, de la Lituanie, de l'Ukraine et de la Biélorussie, de l'ancienne Yougoslavie, des questions posées par le développement d'internet, les auteurs de ce livre s'interrogent sur les conditions historiques et les facteurs socio-économiques qui favorisent tantôt des situations d'hégémonie linguistique, favorables au monolinguisme, tantôt des situations de pluralité linguistique, débouchant sur des formes stables de bilinguisme ou de plurilinguisme. Leurs analyses aident à comprendre ce qui, d'un point de vue politique, peut justifier ou permet de relativiser les choix linguistiques.

Michel Taillefer

Stephan MARTENS
Allemagne,
la nouvelle puissance européenne
 IRIS - Puf, 2002, 202 p., 16 €.

L'Allemagne réunifiée a cessé d'être un « nain politique ». Va-t-elle dominer l'Europe ? Stéphane Martens explique en quoi et pourquoi l'Allemagne a changé depuis la fin de la guerre froide, mais il s'applique à dissiper des inquiétudes qui lui semblent être non fondées. Plus portée à affirmer son intérêt national que l'Allemagne de Bonn, l'Allemagne de Berlin se situe clairement dans sa continuité. Tout en s'adaptant à la mondialisation, elle reste attachée à l'économie sociale de marché. En politique extérieure, elle continue à privilégier le multilatéralisme, souhaite l'ouverture à l'Est, mais en restant ancrée dans l'Occident, veut le maintien de l'alliance atlantique, mais sans s'aligner systématiquement sur les Etats-Unis. Pour elle, le pilier franco-allemand reste la pièce maîtresse d'un dispositif visant à réussir à la fois l'approfondissement et l'élargissement de l'Union européenne. Elle n'hésite plus à s'affirmer comme Etat-nation, mais préconise en Europe une intégration de type fédéral plutôt qu'une simple coopération inter-étatique. Ayant appris à connaître les limites de la puissance, elle n'est plus à considérer comme un éternel défi géopolitique pour l'Europe. Redevenue souve-

raine, l'Allemagne entend s'affirmer davantage sur les scènes européenne et internationale, mais en tant que partenaire fiable et crédible.

Michel Taillefer

Georges BAGUET
Irlande la rebelle, Belfast 1969-1999
 L'Harmattan, 2002, 224 p., 18,30 €.

A la fois essai et récit, ce livre fait revivre les années terribles de l'Irlande du Nord. Il rappelle les causes d'un conflit qui n'en finit pas. Il met en scène des personnes que l'auteur a connues à Belfast. Par des anecdotes riches de sens, il fait comprendre ce que peuvent vivre des hommes et des femmes touchés par l'humiliation et la violence.

Jean Weydert

Economie

Henri BOURGUIGNAT
L'euro au défi du dollar
Essai sur la monnaie universelle
 Economica, 2001, 180 p., 15 €.

Avec une pesanteur toute universitaire, le grand spécialiste français de la finance internationale s'interroge docement : ne serait-il pas pensable que l'économie mondialisée produise, par sélection quasi naturelle autant que par volonté politique, un système monétaire avec une seule monnaie, le dollar ? Dans cette hypothèse, l'euro, le yen et quelques autres monnaies joueraient alors au mieux le rôle de joints flexibles, au pire celui de faire-valoir. La réponse est nuancée. Elle prend appui sur une analyse très fine des expériences passées, notamment celle, toute récente, de l'euro qui a surpris par sa faiblesse. Le grand mérite de cette étude universitaire est d'intégrer dans les analyses la dimension politique de la monnaie. Non pas simplement la revendication un peu primaire au nom de la souveraineté monétaire et du droit de seigneurage, mais au sens plus large du lien organique du vivre ensemble

dans une société localisée. La monnaie est davantage nécessaire aux pays à l'État naissant (il s'en est créé plus d'une centaine au cours des cinquante dernières années) qu'aux pays aux structures socio-économiques confirmées. Chemin faisant, sont parfaitement mises en valeur les conditions organisationnelle et législative pour que se déploie une zone monétaire optimale. Cet ouvrage donnera à réfléchir aux étudiants et à penser aux anciens étudiants.

Etienne Perrot

Joseph E. STIGLITZ

La grande désillusion

Fayard, 2002, 328 p., 20 €.

Profitant de son aura, le récent prix Nobel d'économie règle ses comptes avec les institutions où il a travaillé et dont il est parti en claquant la porte. A l'en croire, les experts du Fmi sont au mieux d'une ignorance crasse, au pire les suppôts d'un libéralisme échevelé dangereux pour la planète. Cet ouvrage ne mériterait pas un compte-rendu s'il ne reposait sur une intuition fructueuse. Le marché appelle des conditions institutionnelles, réglementaires, bref une régulation administrative qu'il ne produit pas lui-même. La vérité de cette intuition affaiblit paradoxalement sa critique qui rassemble dans le même sac néolibéral la politique maffieuse de la Russie, la gestion plus mercantiliste que libérale de la Corée, le capitalisme népotiste de l'Indonésie. Le lecteur est surpris de voir défendre comme un acte de foi une politique keynésienne dont les conditions très strictes ne sont pas évoquées. Le Japon, il est vrai, renouvelant la même erreur keynésienne depuis douze ans, n'a pas eu besoin de faire appel au Fmi pour s'enfoncer dans la crise. Que la restauration du tissu bancaire conditionne la vie économique efficiente, qui en doute ? Que les transitions doivent être progressives, et que les ajustements législatifs doivent accompagner souplement l'émergence d'un tissu économique de petits et moyens entrepreneurs, la plupart des experts fustigés par Stiglitz en étaient bien convaincus avant qu'il n'arrive dans leur sérail. Le Fmi parlait déjà, à l'époque de M. Camdessus, de libéralisation ordonnée des capitaux.

Façon diplomatique d'évoquer ce que les pressions politiques interdisaient de proclamer trop fort. Rien de ce terrain miné n'apparaît dans le western mis bruyamment en scène par le récent prix Nobel.

Etienne Perrot

Susan GEORGE et Martin WOLF

Pour et contre

la mondialisation libérale

Trad. de l'anglais par William Olivier Desmond. Grasset, Les Echos, 2002, 188 p., 12 €.

Le loup n'est pas celui qu'on pense. Martin Wolf, éditorialiste au *Financial Times*, répond avec courtoisie et nuances aux propos abrupts de la vice-présidente de l'Association pour une transaction des taxations financières pour l'aide aux citoyens (Attac). Les arguments échangés de part et d'autre sont usés ; ils n'ont guère changé depuis que les prophètes fustigeaient les effets délétères de l'urbanisation et du commerce. Face à l'efficacité promise par un choix plus libre des partenaires économiques, se lève, corollaire obligé, une discrimination de plus en plus sélective. La mondialisation ajoute à cela l'effet de l'économie en réseaux qui conduit assez logiquement à ce que l'on a appelé l'économie des extrêmes. Au terme de l'ouvrage, le lecteur s'interroge. La mondialisation existe-t-elle ? N'est-elle pas la personification d'un effet de système que l'on peut d'autant moins maîtriser que l'on cherche une cause unique et simple là où se jouent les interactions culturelles autant que politiques ?

Etienne Perrot

German Rosa BORJAS

La justice est-elle satisfaisante sur les marchés financiers ?

Interprétation éthique et théologique dans la perspective des exclus. L'Harmattan, 2002, 350 p., 27,45 €.

Fruit d'une thèse aux frontières de l'économie et de l'éthique, ce travail s'appuie sur la pensée de deux auteurs fortement typés : d'une part Michael Novak, virulent défenseur de l'économie de marché, d'autre part Arthur Rich, théologien pro-

testant qui appelle de ses vœux un capitalisme moralisé. Au cœur du débat, une bonne présentation critique de l'utilitarisme. Ces références théoriques sont nuancées sous l'éclairage de bons auteurs, Michel Aglietta du côté de l'analyse financière, Paul Valadier du côté de l'éthique, Bernard Perret du côté du travail, Salama et Valier du côté des structures sociales. De plus, l'expérience de l'auteur sur le terrain de l'un des plus pauvres pays d'Amérique latine, le Honduras, le conduit à travers des buissons un peu obscurs, vers quelques questions simples mais pertinentes pour qui s'intéresse vraiment aux exclus : les relations entre l'Etat et le marché sont-elles aussi simples que le postulent certains économistes trop politiciens pour pouvoir dialectiser leurs propos ? La séparation entre la sphère financière et l'économie réelle est-elle aussi nette que les pourfendeurs de mondialisation l'imaginent ? A côté de simplifications parfois choquantes, le lecteur trouvera des intuitions justes, et qui donnent à réfléchir.

Etienne Perrot

Jean-Michel REY

Le temps du crédit

Desclée de Brouwer, 2002, 364 p., 22,5 €.

Publié dans une collection de philosophie, cet ouvrage relève en fait de l'analyse littéraire. Le prétexte est celui des deux faillites financières qui marquèrent l'aube et le crépuscule du siècle des Lumières : la faillite de la banque royale de John Law en 1720, celle des assignats révolutionnaires au cours de la décennie 1790. L'auteur cherche dans la littérature de l'époque, puis dans celle du XIX^e siècle, de Goethe à Péguy en passant par Mallarmé, Bloy, Alexandre Dumas, Michelet, les traces laissées par ces expériences prophétiques quoique couronnées par l'échec. Le fil rouge qui unit ces auteurs disparates est

l'idée finalement assez banale selon laquelle l'argent a pris, au XVIII^e siècle, la place de la religion chrétienne comme symbole du lien social. Le vocabulaire en témoigne, les mille analyses de l'auteur le confirment au point de souligner les notions d'incarnation, d'hostie, de transsubstantiation à côté des rapprochements plus habituels : le fiduciaire et la foi, le crédit et la croyance. Outre le foisonnement des références où le lecteur se perd un peu, le livre aurait gagné à prendre au sérieux l'hypothèse qui le fonde. Là où l'auteur ne voit qu'un jeu un peu formel, il laisse de côté la dimension proprement religieuse de l'expérience monétaire. Du coup, il s'interdit de penser les phénomènes financiers, et se condamne à rejeter dans les ténèbres de l'incohérence ce qui relève d'une profonde logique du monde symbolique.

Yann Galenna

Pierre VELTZ

Des lieux et des liens.

Politiques du territoire à l'heure de la mondialisation

Ed. de l'Aube, 2002, 154 p., 13 €.

Le modèle français d'aménagement du territoire fondé sur les grands projets publics et la négociation avec les grandes firmes est en crise. Les craintes suscitées par l'Europe et la mondialisation conduisent à la crispation sur la nation unitaire, chez les uns, et à une revitalisation des particularismes régionaux chez les autres. Le monde interdépendant dans lequel nous sommes entrés ne sera sans doute jamais un pur espace de flux. Le territoire résiste. Mais les rapports entre le local, le national et le mondial doivent être repensés en profondeur. Cet ouvrage suggestif propose une analyse critique de la réorganisation en cours du triptyque régions, nations, Europe, et trace des perspectives d'avenir.

Michel Taillefer

AUTEURS DES LIVRES RECENSÉS

- *Ethique* : Commissariat général du Plan, P. Valadier.
- *International* : G. Bagnuet, D. Cumin, A. Dieckhoff, P. Herzog, T. Judt, D. Lacorne, S. Martens, F. Ramel.
- *Economie* : G. R. Borjas, H. Bourguignat, S. George, J.-M. Rey, J.-E. Stiglitz, P. Veltz, M. Wolf.